

**Département des  
Yvelines  
Commune de JUZIERS**

**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2019**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 22**

**Date de convocation : 13 septembre 2019**

L'an deux mille dix neuf, le dix neuf septembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la ville de JUZIERS, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Philippe FERRAND, Maire.

**Présents :** T. HACK, V. RAY, J.L. COTZA, S. MASSONNIÈRE, J. ZIEGLER, M. BINET, M.A. PIEDERRIÈRE, J.M. BRIANT, D. GRESSIER, G. DUPEU, E. ANDRÉ, S. SAINT-LEGER, P. CHABANNE, C. GUILLAUME, J.Y. REBOURS, J. OZANNE, K. VARIN, C. LABBÉ

**Excusés :** E. ALEXANDRE-NOËL (pouvoir à T. HACK), A. GRAVOT (pouvoir à E. ANDRÉ),

**Absents :** J.C. LOOS, M. FERRY, C. PERFENDIE, L. LE MANER, A. MARTIN

**Secrétaire de séance :** Evelyne ANDRÉ

Monsieur le Maire demande une minute de silence en hommage à Mme Christine DEFLUBÉ.

**Adoption du procès-verbal de la séance du 23 mai 2019 à l'unanimité.**

**N° 28-2019 : Agrandissement du restaurant scolaire : demande d'un fonds de concours à la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise**  
**Rapporteur : Monsieur le Maire**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5214-16 V ou L5215-26 ou L5216-5 VI40,

**Vu** la délibération du Conseil communautaire, en date du 4 juillet 2019 portant approbation du règlement d'attribution des fonds de concours pour les communes de moins de 5 000 habitants de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise,

**Vu** les Statuts de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise,

**Considérant** que la commune de Juziers souhaite mener les travaux d'agrandissement du restaurant scolaire « les Armoulins » que dans ce cadre, il est envisagé de demander un fonds de concours à la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours, conformément au plan de financement.

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Le conseil Municipal,

**A l'unanimité,**

**Décide** de demander un fonds de concours à la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise en vue de participer au financement des travaux d'agrandissement du restaurant scolaire « Les Armoulins », à hauteur de 210 000 €.

**Autorise** le Maire à signer tout acte afférant à cette demande.

## N° 29-2019 : Agence Postale Communale : Avenant n° 1 à la convention avec la Poste

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Par délibération en conseil municipal du 23 novembre 2017, l'assemblée a décidé l'ouverture d'une Agence Postale Communale et autoriser Monsieur le maire à signer une convention avec La Poste.

Or, les horaires d'ouverture de la mairie ont été modifiés à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, elle est désormais fermée au public les jeudis après-midis. Il convient donc d'ajuster la convention avec La Poste et notamment l'article concernant les horaires d'ouverture de l'APC.

**Vu** la loi du 2 juillet 1990 modifiée, faisant obligation à la Poste de maintenir un réseau minimum de points de contact,

**Vu** la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire modifiée autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération 47-2017 du 23 novembre 2017 décidant de l'ouverture de l'Agence Postale Communale,

**Considérant** que les horaires d'ouverture de l'Agence Postale Communale doivent correspondre aux horaires d'ouverture de la mairie,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

**A la majorité, 17 Pour, 1 Abstention (K. VARIN), 4 Contre (S. Saint-Leger, C. Guillaume, J.Y Rebours, J. Ozanne)**

**Décide de :**

**D'approuver** l'avenant à la convention relative à l'organisation de l'Agence Postale Communale de Juziers, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

**D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cet avenant.

## **N° 30-2019 : Tarif pour le repas des Anciens 2019**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le maire informe l'assemblée que la commune souhaite poursuivre le repas des plus de 70 ans. Ces repas auront lieu les 15 et 17 octobre 2019.

Pour les conjoints ou les accompagnants de moins de 70 ans, il est proposé à l'assemblée de fixer une participation de 32.00 € par personne.

Après avis favorable de la commission Solidarité en date du 02 septembre 2019,

L'assemblée est invitée à donner son avis.

Le Conseil municipal,

**A l'unanimité,**

**Décide** de fixer la participation des conjoints ou des accompagnants de moins de 70 ans à 32.00 € par personne pour les repas des anciens de l'année 2019.

## **N° 31-2019 : Détermination de l'attribution de compensation définitive 2016**

**Rapporteur : Thierry HACK**

Le Tribunal administratif de Versailles a, par jugements rendus le 23 mai 2019, annulé le protocole financier général et les attributions de compensation définitives 2016 adoptés

respectivement par délibérations du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise du 17 novembre 2016 et du 29 juin 2017.

La Communauté urbaine a adopté le 4 juillet 2019 un nouveau protocole financier général fixant les modalités de détermination des attributions de compensation. Lors de la même séance de son Conseil communautaire, la Communauté urbaine a fixé les attributions de compensation définitives 2016 conformément au principe de neutralisation fiscale défini par ledit protocole et dans la limite de l'encadrement de la variation libre fixé à +/- 15% pour l'année 2016 en application de l'article 1609 nonies C V 5° 1) du code général des impôts. L'article 1609 nonies C V 5° 1) du code général des impôts dispose que les attributions de compensations ainsi fixées doivent faire l'objet de « *délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de [l'article L. 5211-5](#) du code général des collectivités territoriales* », c'est-à-dire que cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des Conseils municipaux des Communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des Conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population.

Pour la Commune de Juziers, la neutralisation fiscale est inférieure à la variation de 15% des attributions de compensation 2015 : le montant des attributions de compensation 2016 corrigées est identique au montant des attributions de compensation 2016 annulées.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver les attributions de compensations définitives 2016 telles qu'elles ont été déterminées par le Conseil communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise le 4 juillet 2019.

**Vu** le Code Général des collectivités Territoriales,

**Vu** le Code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C dans sa rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016,

**Vu** la délibération CC\_17\_06\_29\_04 du 29 juin 2017 du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise portant détermination des attributions de compensation définitives 2016

**Vu** le jugement rendu le 23 mai 2019 par le Tribunal administratif de Versailles (n°1708428) annulant la délibération CC\_17\_06\_29\_04 du 29 juin 2017 portant détermination des attributions de compensation définitives 2016

**Vu** la délibération CC\_2019-07-04\_17 du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise du 4 juillet 2019 portant adoption des attributions de compensation définitives 2016 en annexe de la présente délibération,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

**A l'unanimité, 1 Abstention (K. Varin)**

**APPROUVE** les attributions de compensation définitives 2016 fixées par délibération du Conseil communautaire du 4 juillet 2019 :

COMMUNES	AC DEFINITIVES 2016
ACHERES	2 392 329,95
ALLUETS LE ROI (LES)	145 551,65
ANDRESY	-615 456,60
ARNOUVILLE LES MANTES	-32 227,35
AUBERGENVILLE	5 337 565,00
AUFFREVILLE BRASSEUIL	-49 752,45
AULNAY SUR MAULDRE	191 105,35
BOINVILLE EN MANTOIS	619 702,00
BOUAFLE	-28 547,00
BREUIL BOIS ROBERT	-33 618,20
BRUEIL-en-VEXIN	39 666,00
BUCHELAY	605 410,00
CARRIERES-sous-POISSY	2 169 698,55
CHANTELOUP LES VIGNES	-60 445,30
CHAPET	-34 158,90
CONFLANS STE HONORINE	7 304 642,00
DROCOURT	-17 327,00
ECQUEVILLY	864 901,00
EPONE	2 407 029,00
EVECQUEMONT	163 245,00
FALAISE (LA)	-20 819,80
FAVRIEUX	7 225,45
FLACOURT	5 950,45
FLINS SUR SEINE	1 308 634,00
FOLLAINVILLE DENNEMONT	289 018,00
FONTENAY MAUVOISIN	163 678,00
FONTENAY-ST-PERE	53 384,75
GAILLON SUR MONTCIENT	64 483,00
GARGENVILLE	1 240 628,00
GOUSSONVILLE	122 803,00
GUERNES	46 400,75
GUERVILLE	752 860,00
GUITRANCOURT	229 416,00
HARDRICOURT	529 857,00
HARGEVILLE	2 738,30
ISSOU	521 671,00
JAMBVILLE	-93 896,50
JOUY MAUVOISIN	-7 009,95
JUMEAUVILLE	33 727,90

JUZIERS	352 543,00
LAINVILLE EN VEXIN	86 880,00
LIMAY	3 964 388,00
MAGNANVILLE	-209 503,95
MANTES-la-JOLIE	1 014 183,45
MANTES-la-VILLE	1 818 160,00
MEDAN	147 799,35
MERICOURT	-17 491,75
MEULAN-en-Yvelines	-1 596 858,00
MEZIERES-sur-SEINE	539 636,00
MEZY SUR SEINE	-204 679,30
MONTALET-le-BOIS	6 270,00
MORAINVILLIERS	308 343,00
MOUSSEUX SUR SEINE	46 579,60
MUREAUX (LES)	8 817 887,00
NEZEL	139 739,80
OINVILLE-sur-MONTCIENT	-107 823,15
ORGEVAL	2 094 598,05
PERDREAUVILLE	83 824,40
POISSY	14 808 185,00
PORCHEVILLE	2 942 773,00
ROLLEBOISE	4 133,10
ROSNY-sur-SEINE	-28 589,25
SAILLY	-30 483,70
SAINT MARTIN-la-GARENNE	43 337,35
SOINDRES	13 347,10
TERTRE SAINT DENIS (LE)	12 320,85
TESSANCOURT-sur-AUBETTE	62 344,00
TRIEL SUR SEINE	-677 512,50
VAUX-sur-SEINE	-440 852,85
VERNEUIL SUR SEINE	-1 091 955,00
VERNOUILLET	817 468,85
VERT	19 087,80
VILLENES-sur-SEINE	832 436,80

Les AC négatives sont les montants versés par la Commune

Les AC positives sont les montants versés par la CU

## ■ DECISIONS

Décisions prises en application de la délibération du Conseil municipal du 17 avril 2014 portant délégation au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales :

**N° 08/19 : Contrat de maintenance**

**CONTRACTANTS :** LOGITUD SOLUTIONS  
ZAC du Parc des Collines  
53, rue Victor Schoelcher  
68200 MULHOUSE

**OBJET :** Maintenance des logiciels CANIS et MUNICIPAL

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 400.11 € H.T. par an, révisable

**DUREE :** du 04/06/2019 au 03/06/2022

**N° 09/19 : Contrat de maintenance**

**CONTRACTANTS :** LOGITUD SOLUTIONS  
ZAC du Parc des Collines  
53, rue Victor Schoelcher  
68200 MULHOUSE

**OBJET :** Maintenance du logiciel GVe

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 266.20 € H.T. par an, révisable

**DUREE :** du 04/06/2019 au 03/06/2022

**N° 10/19 : Contrat de maintenance**

**CONTRACTANTS :** LOGITUD SOLUTIONS  
ZAC du Parc des Collines  
53, rue Victor Schoelcher  
68200 MULHOUSE

**OBJET :** Maintenance du logiciel MUNICIPAL MOBILE

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 104.87 € H.T. par an, révisable

**DUREE :** du 04/06/2019 au 03/06/2022

**N° 11/19 : Avenant 1 à la TC2 du marché public de travaux**

**CONTRACTANTS :** L'AMANDE ET L'OBSIDIENNE  
15, rue Cachin  
14600 HONFLEUR

ATELIER METALLERIE CREATION  
Boulevard Judovici  
14600 HONFLEUR

**OBJET :** Ajout de travaux non prévus dans la tranche conditionnelle 2 du lot n° 5 du marché de travaux de restauration de l'église Saint Michel

**MONTANT DE LA DEPENSE :**

Tranche ferme achevée : 24 223.07 € HT

Montant tranche conditionnelle 1 achevée : 10 158.48 € HT

**Nouveau montant tranche conditionnelle 2 : 34 422.76 € HT**

**DUREE :** 6 mois par tranche

**N° 12/19 :** Contrat de cession de droits de représentation

**CONTRACTANTS :** Association ADAM ROCK

20, rue Amiral Rieunier

81000 ALBI

**OBJET :** Une représentation scénique de la formation PRIOUL-LAMEZEC TRIO

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 600.00 € + droits d'auteur

**DUREE :** le samedi 23 novembre 2019

**N° 13/19 :** Convention d'accueil

**CONTRACTANTS :** La Ligue de l'enseignement Normandie

5, boulevard de la Dollée

50000 SAINT LO

**OBJET :** Un séjour hébergement en pension complète

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 3.024,00 € + taxe de séjour

**DUREE :** du 22 au 26/07/2019

**N° 14/19 :** Marché négocié sans mise en concurrence

**CONTRACTANTS :** Société UTB

59, avenue Gaston Roussel

93230 ROMAINVILLE

**OBJET :** Remplacement de la couverture de l'aile Ouest de l'école élémentaire des Sergenteries Et réparation de la couverture du local JDH

**MONTANT DE LA DEPENSE :**

Tranche ferme : 76 121.00 € HT

Tranche optionnelle : 711.00 € H

**DELAI :** 6 mois



**N° 15/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** Entreprise TPE 78  
21, rue Jacques Cartier  
78960 VOISINS LE BRETONNEUX

**OBJET :** Rénovation des allées du Parc des Sergenteries et du chemin des Mêlées

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 81 430.70 € HT

**DELAI :** 3 mois

**N° 16/19 : Tarif séjour 11-17 ans**

Le montant de la participation des familles au mini séjour à Gouville-sur-mer (Manche) du 22 au 26 juillet 2019 est fixé à 200 euros par enfant juzziérois.

**N° 17/19 : Avenant à marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** Entreprise BTP INNOVATION  
27, rue de Lille  
93290 TREMBLAY EN FRANCE

**OBJET :** Mise en accessibilité des deux groupes scolaires lot n°2 serrurerie

**MONTANT DE LA DEPENSE SUPPLEMENTAIRE :** 6 588.70 € HT

**DELAI :** jusqu'au 30 août 2019

**N° 18/19 : Contrat**

**CONTRACTANTS :** Entreprise 3DI  
14, rue de Ducourt  
95420 LA CHAPELLE EN VEXIN

**OBJET :** Dératisation/ désinsectisation des bâtiments communaux

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 2 640.00 € HT par an

**DUREE :** 4 ans

**N° 19/19 : Contrat**

**CONTRACTANTS :** Entreprise 3DI  
14, rue de Ducourt  
95420 LA CHAPELLE EN VEXIN

**OBJET :** Dératisation des berges de Seine

**MONTANT DE LA DEPENSE : 1 260.00 € HT par an**

**DUREE : 4 ans**

**N° 20/19 : Avenant à marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** Entreprise TPE 78  
21, rue Jacques Cartier  
78960 VOISINS LE BRETONNEUX

**OBJET :** Rénovation des allées du Parc des Sergenteries et du chemin des Mêlées

**MONTANT DE LA DEPENSE SUPPLEMENTAIRE : 14 867.00 € HT**

**N° 21/19 : Avenant à marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** SYNOPSIS  
7, rue des Cerisiers  
76160 BOIS L'EVÊQUE

**OBJET :** Programmation et assistance à maîtrise d'ouvrage pour une opération de construction d'une crèche

**MONTANT DE LA DEPENSE SUPPLEMENTAIRE : 6 000.00 € HT**

**N° 22/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** RISK CONTROL  
38, rue de Villiers  
72300 LEVALLOIS-PERRET

**OBJET :** Mission de contrôle technique pour l'extension du restaurant scolaire

**MONTANT DE LA DEPENSE : 9 118.00 € HT**

**DUREE : 2 ans**

**N° 23/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** QUALICONSULT SECURITE SAS  
3, rue du 8 mai 1945  
78711 MANTES-LA-VILLE

**OBJET :** Mission de coordinateur SPS pour l'extension du restaurant scolaire

**MONTANT DE LA DEPENSE : 7 480.00 € HT**

**DUREE : 2 ans**

**N° 24/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** ALPHA CONTRÔLE  
Parc d'activités de Trappes  
46, avenue des Frères Lumière  
78190 TRAPPES

**OBJET :** Missions intellectuelles pour la construction d'une crèche de 20 berceaux  
**Lot 1 :** contrôle technique

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 7 410.00 € HT

**DUREE :** jusqu'au parfait achèvement des travaux

**N° 25/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** AGENCE EXELL SECURITE  
52, avenue Marcel Paul  
93290 TREMBLAY EN FRANCE

**OBJET :** Missions intellectuelles pour la construction d'une crèche de 20 berceaux  
**Lot 2 :** coordination S.P.S.

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 6 720.00 € HT

**DUREE :** jusqu'au parfait achèvement des travaux

**N° 26/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANTS :** E.G.S.E.  
15, rue Traversière  
76000 ROUEN

**OBJET :** Missions intellectuelles pour la construction d'une crèche de 20 berceaux  
**Lot 3 :** assistance à maîtrise d'ouvrage - exploitation maintenance

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 24 720.00 € HT

**DUREE :** 36 mois après le parfait achèvement des travaux

**N° 27/19 : Marché à procédure adaptée**

**CONTRACTANT :** VIALUM  
ZAC de la Vallée  
5, rue des Maraîchers  
78970 MEZIERES SUR SEINE

**OBJET :** Mise en lumière de l'église Saint Michel

**MONTANT DE LA DEPENSE :** 72 710.00 € HT

**DUREE :** 2 mois

## ■ QUESTIONS DIVERSES

Legs Janine VINS : Philippe Ferrand rappelle qu'il ne souhaitait pas prendre de décision quant au devenir des biens immobiliers que Janine Vins a légués à la commune dans le but de laisser toute liberté à la prochaine mandature. Or, en commission des finances a été soulevé le devenir des appartements en Normandie : en effet deux logements sont vacants, l'un parce que des travaux sont nécessaires, le deuxième parce que le locataire a donné son congé. Principe a été proposé de vendre les biens de Normandie au fur et à mesure qu'ils se libèrent. En effet, la commune n'a pas vocation à gérer ces biens à distance d'autant qu'une collectivité territoriale ne peut signer de mandat de gestion avec une agence immobilière ce qui est bien dommage. De même les baux avec une collectivité sont obligatoirement de 6 ans, ce qui bloque la vente pendant la durée du bail.

Aussi Philippe Ferrand souhaite soumettre au conseil ce principe.

Suit une discussion fournie quant au montant des biens, leur rapport, le montant des travaux à effectuer, du fait de ne pas se précipiter, d'aller voir sur place, de demander une estimation par une autre agence, etc...

Philippe Ferrand rappelle qu'il demande un accord de principe et ce, pour éviter un manque à gagner (paiement des charges, impôts sans rentrée de loyers), que cet accord lui permettra de lancer justement ces études et que s'il y a vente, elle ne peut qu'avoir été validée préalablement en conseil municipal par délibération.

Au regard des débats, il ajourne sa demande qui sera soumise à nouveau au prochain conseil.

Fin de la séance à 22 h 20

Le maire,



Philippe Ferrand